

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU BDF

28/11/2024

## RAPPORT OFFICIEL

LIEU : Salle FARO, étage 2, FINTO

DATE : 28/11/2024

DURÉE : 12h30-15h45

SECRETARIAT :	Magritte Olivier (OME)	Oui
	Berlanger Marjorie (MBR)	Oui

## QUORUM DE PRESENCE

Organisations présentes

Association	Nom	Prénom	Présent
ALTEO asbl	LONOBILE	Gaetano	OUI
ALTEO asbl	TREMOUROUX	Marc	OUI
Alzheimer Liga Vlaanderen	CONSTANT	Olivier	OUI
CAWaB	ANGELO	Mathieu	OUI
DITO vzw	RUYMEN	Maarten	OUI
Doof Vlaanderen vzw	VAN HOOREBEKE	Tiina	OUI
Esenca asbl	MARLIERE	Gisèle	OUI
Esenca asbl	HERTAULT	Julia	OUI
FFSB asbl	DEVALET	Marie-Florence	OUI
FFSB asbl	GOMEZ	Basil	OUI
FFSB asbl	EL HASSANI	El Amine	OUI, mais n'a pas signé
Inclusion asbl	DABEUX	Thomas	OUI
Kannet vzw	GYSELINCK	Pierre	OUI
Kannet vzw	CLAERHOUT	Tim	OUI
Les Briques du Gamp	AGONI	Cinzia	OUI
Les Briques du Gamp	CAMARA	Mariana	OUI
Oeuvre Fédérale Les Amis des Aveugles	DEMARTIN	Stephanie	OUI
Solidaris	WILMET	Eric	OUI

Organisations représentées

Association	Nom	Prénom	Procuration
AP <sup>3</sup>	GODIN	Axel	à Inclusion asbl
Ligue Nationale Belge de la Sclérose en Plaques	TIHON	Christiane	
HOB-Hôgeschadigte Ostbelgiens vog	SCHLEMBACH	Peter	

Personnes excusées

Association	Nom	Prénom
Ligue Braille – Brailleliga	VERDICKT	Bart
AHVH asbl	THAUVOYE	Serge
Alteo	DE SMET	Emilie
Kannet vzw	WILLEKENS	Sophie
Kannet vzw	VAN NOTTEN	Joyce

DITO vzw	AELBRECHT	Charlotte
Esenca asbl	MESSAOUDI	Ouiam

Pierre Gyselinck est retardé par des ennuis de circulation. Gisèle Marlière assure la présidence. Elle constate que 14 organisations sont présentes ou représentées. Le quorum nécessaire est de 11.

## ORDRE DU JOUR

	OBJET	TO DO
<b>1</b>	<b>Approbation du rapport de l'Assemblée Générale du 14/03/2024</b> Le rapport n'est pas finalisé. L'approbation sera demandée par e-mail.	Rédiger le rapport
<b>2</b>	<b>Présentation du plan d'action 2025</b> <p>Gisèle Marlière présente le plan d'action 2024 - voir document &lt;02-Plan d'action-2025-Projet&gt;.</p> <p>Accessibilité : la concrétisation de la directive EDC a été une victoire importante qu'il faut mettre, notamment au crédit du BDF. A cela est couplé la Carte européenne de stationnement. A ce niveau, les choses sont rendues compliquées par l'utilisation des scancars.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Maarten Ruymen explique les problèmes pratiques rencontrés par les utilisateurs lorsqu'ils stationnent dans des villes où ils ne se déplacent pas régulièrement.</li> <li>Gisèle Marlière insiste sur l'importance de se concerter quand les autorités nous demandent un avis sur l'utilisation des « scancars » : le danger est de se retrouver avec des systèmes totalement différents d'une ville à l'autre ou d'une région à l'autre. Le problème risque de se poser au niveau européen également : depuis trois ans, le BDF interpelle l'EDF pour obtenir une approche cohérente au niveau européen, sans suivi concret jusqu'à présent. Les choses pourraient progresser, car des réactions d'autres conseils nationaux commencent à émerger, c'est le cas de la France et des Pays-Bas. Le BDF ne sera plus seul à demander que la Commission européenne prenne cette réalité en compte. Nous placerons ce dossier sur la table de la Commissaire Lahbib quand nous la rencontrerons.</li> </ul> <p>Accessibilité numérique, digitalisation et le recours à l'intelligence artificielle : ce sont des enjeux majeurs qui touchent directement les personnes en situation de handicap.</p> <p>Accessibilité physique : domaine dans lequel beaucoup reste à faire et dans lequel beaucoup va reposer sur les processus de normalisation (standardisation) dans lesquels le BDF s'impliquera peut-être, mais pas nécessairement.</p> <p>Objectifs de développement durable : le BDF renouvellera son implication en tant qu'observateur dans les travaux du CFDD.</p> <p>Collaboration avec EDF : il est important que le BDF se montre très actif, dans les dossiers qu'il identifie comme importants car le renouvellement des instances EDF aura lieu en 2026.</p> <p>Plateforme des conseils d'avis : maintenant qu'il y a des conseils d'avis à tous les niveaux de pouvoir, ce lieu de concertations est très important pour la cohérence du positionnement des personnes en situation de handicap. Le BDF va continuer à s'impliquer dans l'organisation de ces réunions, en coordination avec le CSNPH.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mathieu Angelo : Coordonner les conseils d'avis fait-il partie des missions du BDF ?</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• GM : cela a été une décision prise au niveau de l'Organe d'administration de concerter les conseils consultatif. L'objectif est bien d'échanger des informations et des pratiques. Mais il ne s'agit pas de coordonner. Chacun reste maître chez soi. C'est notamment pour les mêmes raisons que l'on a plaidé pour la redinaysation de la conférence interministérielle. Le BDF n'a pas de mandat spécifique ni responsabilité, ni de moyens en plus en la matière, mais on ne va pas arrêter.</li> </ul> <p>Consultation des membres : nous organisons 2 assemblées générales par an pour entendre vos points de vue. Il pourrait même y en avoir plus en fonction des points d'actualité.</p> <p>Communication :</p> <p>La communication est principalement basée sur l'utilisation extensive du site internet. Le site devient obsolète. Le renouvellement du site est en préparation et il y a un pré-accord entre l'OABO et la DG pour son financement, mais cela dépend de la mise en place du gouvernement fédéral... Nous devons donc être prudents et nous avons prévu un budget assez important pour cela.</p> <p>Au niveau de l'utilisation de « X », l'OABO a décidé d'arrêter d'utiliser cet outil. Nous envisageons diverses solutions d'autres plateformes (Linkedin...).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Basil Gomes suggère d'utiliser Bluesky, comme le font le WWF et Greenpeace ainsi que d'autres associations</li> </ul>	
<b>3</b>	<p><b>Présentation des dispositions budgétaires pour 2025</b></p> <p>Pierre Gyselinck reprend la présidence de la réunion. Il donne la parole à Olivier Magritte concernant l'adaptation des cotisations de membres.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lors de l'AG de mars 2024, l'OABO avait été chargé d'évaluer dans quelle mesure il est possible d'adapter la structuration et le montant des cotisations de membre au BDF.</li> <li>• Tenant compte des incertitudes liées à la mise en place du gouvernement fédéral, l'OABO a décidé d'opter pour la prudence et de ne pas changer fondamentalement les choses maintenant. La proposition est de maintenir les cotisations 2025 au même niveau qu'en 2024 et donc de ne pas les indexer en 2025.</li> <li>• Lors de l'AG de mars 2025, si les plans du nouveau gouvernement sont clairs, une proposition de modification structurelle des cotisations sera présentée à l'AG. Elle sera alors d'application à partir de 2026.</li> </ul> <p>Marc Trémouroux présente le projet de budget 2025 - Voir le document &lt;03-b-Prévisions-budgétaires-2025&gt;.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le poste de dépenses principal prévu est le renouvellement du Site internet. Les cotisations ne seront pas indexées. Le compte d'épargne recommence à produire quelques intérêts.</li> <li>• Le budget est en équilibre.</li> </ul> <p>PG demande s'il y a des questions sur les aspects budgétaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mathieu Angelo demande pourquoi le projet de budget ne prévoit que 100 euro pour le poste « frais de déplacement » alors que des représentants BDF participent à des réunions à l'étranger. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Olivier explique que les représentants du BDF ne se rendent à l'étranger que s'il y a un accord de prise en charge des frais au niveau de l'EDF ou du gouvernement belge. Depuis quelques années, l'EDF rembourse les frais dans les 2-3 mois. Il n'est donc pas utile de budgéter ces dépenses. Si l'OABO prévoit de participer à un événement sur fonds propres, il prévoit le poste dans les prévisions budgétaires. Ce n'est pas le cas pour 2025.</li> </ul> </li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mathieu Angelo : que couvre la cotisation EDF qui est assez élevée ? <ul style="list-style-type: none"> <li>GM : le principal poste est la cotisation EDF et pour les « conseils nationaux », comme le BDF, elle dépend du PIB de l'Etat membre. Pour le BDF, elle s'élève à 8.000,00€.</li> <li>Olivier Magritte : le budget EDF est soumis au principe de cofinancement. Elle doit donc amener un pourcentage de son budget sur fonds propres. C'est principalement sur base des cotisations qu'EDF peut s'acquitter de ce cofinancement.</li> <li>GM : concrètement, on reçoit tous les documents, on participe à tous les processus de travail et on a le droit de vote et la possibilité de poser notre candidature au Board de l'EDF. Tous les conseils nationaux n'y sont pas repris. Cela se fait sur base d'un vote. Jusqu'ici, le BDF a toujours obtenu un siège au sein du Board. C'est lié à la qualité de sa participation. Attention, le renouvellement des instances aura lieu en 2026.</li> </ul> </li> <li>Cinzia Agoni : ce qui n'est pas précisé dans le budget le sera bien dans le compte de résultat ? <ul style="list-style-type: none"> <li>GM : Oui</li> </ul> </li> <li>Mathieu Angelo demande pourquoi l'OABO prévoit un montant aussi élevé pour le site Internet. Il n'est pas nécessaire d'avoir un site « supersonique ». <ul style="list-style-type: none"> <li></li> </ul> </li> </ul>	
<b>4</b>	<b>Adoption du plan d'action pour 2025</b> Pierre Gyselinck demande l'approbation de l'AG. Le plan d'action 2025 est approuvé.	
<b>5</b>	<b>Approbation des dispositions budgétaires pour 2025</b> Pierre Gyselinck demande l'approbation de l'AG. Les dispositions du budget 2025 sont approuvées.	
<b>6</b>	<b>Projet de nouveau site Internet du BDF</b> Pierre Gyselinck donne la parole à Olivier Magritte pour faire le point sur l'état d'avancement du projet de nouveau site Internet. Olivier Magritte explique : <ul style="list-style-type: none"> <li>que le secrétariat a précisé ses besoins pour un travail efficace. C'est particulièrement au niveau des Newsletters que le site actuel n'est pas satisfaisant pour le travail de Frederik.</li> <li>que l'appel d'offre à publier par le SPF a été préparé.</li> <li>que si vous avez des demandes spécifiques par rapport à la manière de travailler avec le site internet, surtout, n'hésitez pas à transmettre vos demandes au secrétariat le plus rapidement possible. Mieux vaut en tenir compte le plus tôt possible.</li> </ul> Tim Claerhout demande si la préparation de l'appel d'offre tient bien compte des nécessités d'accessibilité pour toutes les situations de handicap ? Existe-t-il un budget pour effectuer des tests auprès des utilisateurs ? <ul style="list-style-type: none"> <li>OME répond que l'appel d'offre demande un site internet totalement accessible, tenant compte des normes les plus récentes en la matière. Une labellisation sera demandée, par exemple « Anysurfer » qui nous permet de tenir le site à jour en matière d'accessibilité. Si vous constatez des manquements, n'hésitez pas à les signaler au secrétariat. Frederik fera pour le mieux, dans les limites de ce qui est possible avec le site actuel.</li> </ul> Mathieu Angelo demande en quoi le site actuel est obsolète.	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• OME répond que, du point de vue de Frederik, qui est la personne qui gère le site Internet, les procédures de mise à jour des pages, d'envoi des Newsletters et de gestion des formulaires sont tout à fait obsolètes et ne peuvent plus être gérées de manière dynamique. Par ailleurs, le lay-out est perçu comme tout à fait dépassé, mais c'est très subjectif.</li> <li>• GM : concernant le lay-out, l'avis de Frederik est primordial, car c'est le professionnel qui travaille avec cet outil. C'est la base même de la reconnaissance de son travail.</li> </ul> <p>Mathieu Angelo suggère d'échanger avec le secrétariat sur la définition du cahier de charge car le CAWaB est occupé à définir celui de son nouveau site. Les normes ne sont pas toujours suffisantes, ainsi, elles ne tiennent pas suffisamment compte des besoins des personnes sourdes et des personnes en situation de handicap intellectuel... Il est important de bien prévoir tout cela à l'avance.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Florence Devalet : la directive EU sur l'accessibilité numérique n'est pas contraignante au niveau de l'utilisation de la langue des signes. Celle-ci doit être prévue en amont. Le BDF doit aussi en parler au niveau de l'EDF.</li> <li>• Olivier Constant insiste sur le fait de prévoir au mieux dès l'appel d'offre, notamment en tenant compte des besoins des personnes en situation de démence. Alzheimerliga Vlaanderen est actuellement occupé à la refonte de son site et est tout disposé à participer au processus avec le BDF.</li> <li>• Mathieu Angelo demande de parler d'accompagnement en accessibilité plutôt que d'Anysurfer car Anysurfer n'est pas le seul acteur et un appel d'offre doit être suffisamment large et « neutre ».</li> <li>• Eric Wilmet : quand on réfléchit à changer un site, il est aussi important de tenir compte des besoins et habitudes des personnes âgées : changer un bouton de place ou de couleur peut amener une personne à être perdue dans l'utilisation d'un site...</li> <li>• PG : nous sommes demandeur de l'accessibilité universelle. Nous devons donc la garantir à notre niveau, pour chacune et chacun, sans exception. Le secrétariat organisera une réunion spécifique en janvier 2025.</li> </ul>	
7	<p><b>UNCRPD – Observations du Comité des droits des personnes handicapées à la Belgique : Suivi</b></p> <p>Pierre Gyselinck demande à Olivier Magritte de présenter les observations du Comité.</p> <p>Olivier Magritte insiste sur le fait que ces observations ne sont pas contraignantes et que c'est donc le rôle de la société civile de mettre la pression sur les gouvernements pour obtenir leur mise en œuvre. Il passe en revue les différents aspects et répond aux questions au fur et à mesure.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Eric Wilmet : concernant l'article 6 et les données statistiques il faut relativiser les choses en fonction des données disponibles pour la population globale. Par ailleurs, il faudrait croiser les données disponibles au niveau du handicap avec d'autres statistiques. <ul style="list-style-type: none"> <li>• OME : certainement. Cependant, le secrétariat ne dispose pas de compétences très pointues en matière de statistique. Il faudrait sans doute travailler avec des organisations qui disposent de telles compétences. Je pense au mutualités, par exemple et à UNIA...</li> </ul> </li> <li>• Cinzia Agoni : concernant l'article 15, la législation relative aux mesures de contention laisse encore à désirer. Il faudrait travailler sur cet aspect, notamment avec UNIA qui s'est intéressé au problème. <ul style="list-style-type: none"> <li>• GM : c'est effectivement notre travail de déterminer comment nous allons agir pour obtenir des avancées concrètes par rapport aux observations du comité. La thématique de la contention est un aspect important.</li> </ul> </li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cinzia Agoni : art.19 il est très important de disposer de statistiques correctes concernant les besoins des personnes en situation de handicap <ul style="list-style-type: none"> <li>• GM : en effet, c'est très important. Mais le Comité en parle pour tous les articles. On ne l'a pas repris chaque fois dans la présentation</li> </ul> </li> <li>• Tim Claerhout : L'article 19, la commission a allégé les recommandations. La conclusion indique que l'article 19 devrait recevoir une attention prioritaire de la part du gouvernement. La commission elle-même propose des priorités.</li> <li>• PG : Olivier a ajouté « urgent ». Nous ne le perdrons pas de vue.</li> <li>• OME explique que l'Union européenne ne peut plus allouer de fonds FSE à des structures qui ne respectent pas la liberté de choix. Cette semaine, la Commission européenne a publié sa position concernant la logique de désinstitutionnalisation. Nous ne l'avons pas encore lue. Nous vous l'enverrons.</li> <li>• Cinzia Agoni : art.19, y a-t-il un organisme qui contrôle l'attribution des fonds européen ? Il y a manifestement des problèmes et il faudrait aborder cela. <ul style="list-style-type: none"> <li>• OME : il n'y a pas un organisme indépendant chargé d'un tel contrôle. Les fonds sont attribués, en Belgique, principalement par les régions. Ce sont les agences régionales qui le font et qui contrôlent l'utilisation qui en est faite. De son côté, le règlement de l'Union européenne interdit d'attribuer des fonds à des projets de type « institutionnel ».</li> <li>• PG : Impliquer PMH dans l'allocation des fonds.</li> <li>• Tim Claerhout : position de l'UE, si vous avez une référence : envoyez-moi un e-mail s'il vous plaît. Notes sur la politique professionnelle du gouvernement flamand : commentaire général sur la mise en œuvre : bien-être : encore beaucoup de travail. Plan d'action : les gens sont-ils d'accord avec l'interprétation ? Défi permanent.</li> <li>• Gaetano Lonobile : article 27, quelle est la motivation de la volonté de fermer les entreprises de travail adapté ?</li> <li>• Stéphanie Demartin : la disparition du travail adapté, sur le principe, c'est louable, mais on en est tellement loin que si l'on applique cela, il y aura des pertes d'emploi pour un nombre très important de personnes en situation de handicap. Si on l'applique à la lettre, ce sera très dangereux pour beaucoup de personnes. Si on le fait, il faut que ce soit contrebalancé efficacement par des mesures et des financements pour la mise à l'emploi en milieu ordinaire. Ceci est un processus qui doit commencer déjà au niveau de la scolarité, pour aider les jeunes à s'orienter en fonction d'une série de paramètres.</li> <li>• Deuxième question : les statistiques. N'évoluent pas.</li> <li>• GM : l'enjeu développé par les experts part du postulat global qu'il faut arriver, quel que soient les domaines, à une inclusion maximale. En ont découlé des « general comments » épinglant la désinstitutionnalisation, l'enseignement inclusif et le fait que les ETA participent à une ségrégation des travailleurs en situation de handicap ne leur permettant pas d'avoir accès à des passerelles vers l'emploi ordinaire. On doit attirer l'attention sur la nécessité d'une programmation. L'essence-même des recommandations n'est pas de tout fermer d'un coup. Il faut que les gouvernements mettent en place des plans, des programmations. C'est ce qu'on a réussi avec le premier rapport alternatif. Si on a peur des déconvenues, on peut arrêter tout de suite. Comment nous allons nous y prendre, ce sera le point suivant.</li> </ul> </li> <li>• Gaetano Lonobile : globalement, quels sont les moyens que l'on se donne si ces observations ne sont pas suivies ? <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cinzia Agoni : les recommandations ne sont pas contraignantes et j'ai des doutes sur la volonté des « politiques ». Ils faudra sans doute aller plus loin. Il faut proposer des modèles. Il y a des modèles d'enseignement et de logement inclusif. Par ailleurs, il faut que</li> </ul> </li> </ul>	
--	--	--

l'associatif soit uni : si certains plaident pour autre chose, les politiques profiteront de la différence de point de vue pour ne rien faire.

- GM : aucun politique ne peut développer de politique sans consulter la fonction consultative. Le modèle que promeut le BDF est celui de la consultation des organes consultatif. Ce n'est pas au BDF de présenter un modèle concernant l'enseignement ou l'emploi : ça c'est le rôle des conseils consultatifs et des associations.
- Tim Claerhout : Nous devons garder à l'esprit que la Convention de l'ONU contient des droits de différentes natures. Ces droits nécessitent une approche planifiée. Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Voir l'article 5 de la Convention des Nations unies. Deuxième question : travailler autour des indicateurs. Les indicateurs ne peuvent pas exister s'il n'y a pas de cadre législatif. L'élaboration d'indicateurs est une conséquence de la législation. C'est le seul bon ordre. Il y a longtemps que l'on suit tout avec de la bonne volonté. C'est maintenant aux décideurs politiques de jouer.
- Pierre Gyselinck demande à Olivier Magritte de présenter le mode opératoire proposé par l'OABO pour l'utilisation des Observations du Comité vis-à-vis des gouvernements constitutifs de la Belgique fédérale.

Olivier Magritte explique :

- Un modèle de courrier sera établi par le secrétariat du BDF.
- L'objectif sera de demander une rencontre avec le responsable sur les observations faites par rapport à ses compétences et de rechercher avec lui les modalités d'opérationnalisation au cours des 4 années à venir.
- Le courrier sera personnalisé en fonction des compétences de l'interlocuteur et soumis à chaque conseil d'avis pour envoi
  - aux différents ministres du niveau de pouvoir concerné
  - aux présidents d'assemblées parlementaires
  - aux médiateurs ou médiatrices concernés
- Cela signifie que
  - les rencontres devront avoir lieu avec une représentation efficace du BDF et du conseil d'avis concerné
  - les positions défendues devront être cohérentes avec le contenu du rapport alternatif du BDF. Il ne faudra pas venir avec des positions discordantes

Gisèle Marlière : on fera évidemment référence au handistreming qui est manifestement un principe que les ministres n'intègrent pas encore systématiquement.

Pierre Gyselinck demande l'accord de l'assemblée sur ce processus : assentiment

Il redonne la parole à Olivier Magritte pour la préparation du rapport alternatif n°4.

Olivier Magritte explique que nous sommes déjà en route vers le rapport 4 de la Belgique sur la mise en œuvre de l'UNCRPD et que le BDF sera amené à produire un rapport alternatif. Ce sera, en théorie pour 2028. Si le timing est respecté, nous pourrions fonctionner de la manière suivante :

- un projet de rapport préparé en fin de période par le secrétariat et amendé par le Comité de suivi UNCRPD.
- pendant les 3 années précédentes, on pourrait avoir des rencontres de travail thématiques, par exemple sur l'emploi adapté ou sur l'enseignement, en invitant des interlocuteurs externes.

Tim Claerhout demande si les conseils d'avis seront impliqués dans ce travail.

Olivier Magritte confirme que l'idée est bien de continuer à travailler avec le Comité «é de suivi UNCRPD qui est constitué des organisations membres du BDF et des différents

	<p>conseils d'avis de la Belgique fédérale. L'idée est bien de travailler ensemble pour avoir la légitimité la plus large possible.</p> <p>L'assemblée marque son accord sur cette manière de travailler, avec la possibilité de revenir à des fiches par article lors des 12 derniers mois.</p> <p>Pierre Gyselinck demande au secrétariat de formaliser cela dans une note méthodologique qui sera à l'ordre du jour de l'assemblée générale de mars 2025.</p>	
<b>8</b>	<p><b>Divers</b></p> <p>PG demande s'il y a des points divers.</p> <p>Le secrétariat n'a pas reçu de demande d'inscription de point divers.</p> <p>Il y a, cependant certains points d'information importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Natallia Mastsepan qui avait rejoint le secrétariat il y a 2 ans a une opportunité de carrière et va nous quitter début 2025.</li> <li>• Communication, depuis plus d'un an, le secrétariat envoie aux membres de l'assemblée générale les éléments essentiels du Members Mailing de l'EDF en y ajoutant les lien vers les enquêtes que lance la Commission européenne sur son action. Cet outil d'information vous convient-il ? <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'AG marque son accord</li> </ul> </li> </ul> <p>PG conclut la réunion en remerciant l'ensemble des participants, les interprètes et tous ceux qui ont aidé à l'organisation de la réunion.</p>	